

Progrès-dimanche

Générale, dimanche 11 avril 2004, p. A10

N.B: cet article du Progrès-Dimanche est publié par le portail Vision Saguenay 2025 après entente avec M.Guy Granger.

Éditorial

## **Pour un projet régional de société novateur**

Simard, Michel

Plusieurs Saguenéens et Jeannois ont apporté une contribution exceptionnelle au colloque **Vision Saguenay 2025**. Du nombre, une a particulièrement retenu mon attention, celle de Denis Trottier qui a proposé au Saguenay-Lac-Saint-Jean de se doter d'un véritable projet régional de société. Il a même poussé l'analyse jusqu'à avancer un échéancier à court terme permettant le début d'une prise en main de notre développement économique et de notre avenir.

Partant du principe de base qu'il n'y a pas de développement possible sans un minimum de contrôle de nos ressources naturelles, M. Trottier fait le constat que, actuellement, notre région n'a aucun projet de société ni évidemment, de stratégie. Selon son analyse, le Saguenay-Lac-Saint-Jean a besoin d'un projet d'envergure mobilisant toutes les forces de la région vers un même objectif. Au lieu de chercher des coupables, il soutient que la région doit définir ses priorités à court terme.

Forêt

En partant, précise-t-il, il faut modifier les règles du jeu. Les municipalités doivent négocier d'égal à égal avec les autres paliers de gouvernement. Ce n'est plus vrai que les villes sont des créatures dépendantes de Québec.

Il invite donc la région à s'accaparer le chantier de la décentralisation, d'utiliser les promesses et le langage de l'actuel gouvernement, de jouer le jeu pour en

tirer le maximum. Ça peut paraître bête à dire, mais la région est actuellement bien positionnée pour tirer avantage de la situation.

M. Trottier estime donc qu'aux prochaines audiences publiques sur la forêt québécoise, tous les mémoires de la région devraient conclure sur une seule demande : donnez-nous la gestion de nos ressources forestières, incluant les redevances, la gestion des Contrats d'approvisionnement forestier (CAF) et le transfert des fonctionnaires de Québec vers la région.

Là dessus, il s'empresse de faire une parenthèse. "Il faudra décentraliser la décentralisation. Tout ce qui est régional ne doit pas nécessairement être à Saguenay", lance-t-il. Et il a raison puisque ce serait futile de décentraliser de Québec pour centraliser dans une ville. Il faut penser en terme régional. En ce sens, il applaudit l'installation de l'Institut de la transformation du bois à Roberval. Il rappelle également que 10 des 12 municipalités de la MRC Maria-Chapdelaine vivent essentiellement de la forêt.

Une fois l'unanimité faite sur le premier secteur de régionalisation choisi, la forêt, le maire de Péribonka propose une stratégie basée sur cinq étapes: 1) exiger la gestion de nos ressources forestières à la Commission; 2) s'entendre sur un échéancier à court terme; 3) créer un Fonds de défense des intérêts du Saguenay-Lac-Saint-Jean à même une taxe spéciale temporaire; 4) si Québec accepte, négocier rapidement les transferts, s'il refuse, profiter du rendez-vous de tous les citoyens aux élections municipales de novembre 2005 pour tenir un référendum; 5) avec les résultats, la Conférence régionale des élus aura un rapport de force suffisamment clair et fort pour négocier d'égal à égal avec Québec.

## Leadership

Le plan est novateur. Jamais, du moins à ma connaissance, une région du Québec n'a même envisagé une telle démarche. Les prémisses pour sa

réalisation sont à la fois simple et compliqué : il faut du courage, de la détermination et une solidarité régionale à toute épreuve.

Ce projet régional de société nécessite également un leadership constructif, efficace et solide, non seulement des élus, mais également de ce qu'on appelle maintenant la société civile, c'est-à-dire des gens d'affaires, des syndicats, des groupes de pression, des organismes et la population.

**Vision Saguenay 2025** a démontré que cette ville et la région ne peuvent plus se contenter des solutions traditionnelles. On ne peut plus attendre qu'Alcan crée des emplois ou qu'une nouvelle grande entreprise relance l'économie. Il faut sortir des sentiers battus. Cette proposition de Denis Trottier cadre parfaitement avec cet objectif. Il s'agit du genre de vision de l'avenir, une prospection à très court terme qui peut nous relancer collectivement et économiquement.

Commençons par la forêt, ensuite viendra... la santé? l'éducation? le tourisme?  
Une véritable révolution tranquille régionale...

**Catégorie** : Actualités

**Sujet(s) uniforme(s)** : Relations intergouvernementales

**Taille** : Moyen, 474 mots

*© 2004 Progrès-Dimanche. Tous droits réservés.*